

NOTE DE POSITION PORTANT SUR LA REVISION DU REGLEMENT « DE MINIMIS »

Le règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013, relatif aux aides d'Etat dites « de minimis », définit les intensités d'aide pouvant être accordées aux entreprises. Il permet d'autoriser l'octroi d'aides dans la limite d'un plafond de 200 000 euros par entreprise sur une période de trois exercices fiscaux, exempté du contrôle des aides d'Etat.

Ce règlement expirera le 31 décembre 2023. La Commission européenne prépare donc la révision de ce texte et a publié un nouveau projet de règlement, qui fait l'objet d'une consultation publique jusqu'au 10 janvier 2023.

Plusieurs changements importants sont envisagés :

- le plafond d'aide « de minimis » admis sur trois exercices fiscaux pourrait passer de 200 000 à 275 000€ afin de prendre en compte le niveau d'inflation,
- la création d'un registre central des aides de minimis regroupant les informations complètes sur toutes les aides de minimis est également envisagée.

Dans ce cadre, la CPME souhaite formuler plusieurs remarques.

Commentaires généraux

La CPME prend note de la démarche de la Commission européenne de réviser une réglementation aussi importante pour les TPE-PME. Ce type d'entreprises dispose en effet de ressources humaines et financières limitées et rencontre parfois de grandes difficultés à accéder à certains types de financement. L'octroi d'aides de minimis est essentiel pour préserver la viabilité des TPE-PME, surtout dans le contexte des crises à répétition qu'elles subissent.

La CPME salue en particulier la proposition de relever le plafond des aides de minimis. Elle considère toutefois que le montant révisé est insuffisant pour permettre aux PME de faire face aux crises successives. La Confédération considère indispensable de **doubler le plafond d'aides de minimis** actuellement admis.

De même, la CPME souhaite que la Commission européenne introduise une souplesse supplémentaire qui permettrait en temps de crise de relever ponctuellement les seuils des aides d'Etat. Il s'agirait ainsi d'aider les Etats à mieux accompagner, dans l'urgence, les entreprises sans avoir à renégocier un régime d'aide temporaire. C'est le cas pour les encadrements temporaires déjà mis en place en matière d'aides d'Etat. Ce dispositif

permettrait aux Etats de recourir à cet outil supplémentaire afin d'aider les PME à surmonter les crises à venir. Il sera toutefois nécessaire d'encadrer strictement cette souplesse, en introduisant notamment une définition précise de la notion de « crise ».

Commentaires spécifiques

- **Champ d'application**

- **Abaissement du seuil d'aides admises dans le secteur du transport routier de marchandises (article 3)**

La CPME n'est pas favorable à l'abaissement du plafond d'aides de minimis qui est admis dans le secteur du transport routier de marchandises. Ce plafond doit être relevé au montant retenu pour les autres secteurs entrant dans le champ d'application du règlement, à savoir 275 000€ ou 400 000€ comme le demande la CPME.

La Commission européenne justifie cette décision par la « prise en compte de la taille moyenne réduite des entreprises » (considérant 5) dans ce secteur d'activité. Cependant, pour la CPME, il ne s'agit pas d'un motif valable pour réduire les aides à ce secteur, vital dans nombre de chaînes de valeurs. Ces entreprises, qui ont souvent des marges faibles, doivent pouvoir être accompagnées au même niveau que les autres entreprises. Un défaut massif d'entreprises de transport perturberait de manière importante les chaînes logistiques et au final l'économie dans son ensemble. Il est donc indispensable de que le plafond d'aides de minimis pour le secteur du transport routier soit le même que celui autorisé pour les autres secteurs.

- **Analyse du régime proposé**

- **Une augmentation du plafond d'aide à envisager (article 3, paragraphe 2)**

La CPME souhaite mettre l'accent sur les difficultés auxquelles les TPE-PME font face pour accéder à des sources de financement. La Commission européenne l'a d'ailleurs elle-même relevé en affirmant que ces entreprises sont « confrontées à un important déficit de financement ».

Considérant que les aides d'Etat devraient être utilisées comme un véritable outil de compétitivité des entreprises européennes, **la CPME est favorable à un doublement du seuil du plafond d'aides de minimis**. Ce dernier devrait passer de 200 000€ actuellement en vigueur à 400 000€. La CPME salue la volonté de la Commission européenne d'élever le plafond à 275 000€ (l'article 3 du projet de règlement) mais elle considère que ce nouveau seuil n'est pas suffisamment haut pour aider les TPE-PME. En effet, depuis deux ans les crises se sont multipliées. Aujourd'hui, avec le conflit en Ukraine, les PME sont exposées à une explosion des prix de l'énergie ainsi qu'à une inflation galopante au sein de l'UE. Face à ce contexte incertain et inquiétant, il convient de leur donner tous les outils leur permettant de traverser ces crises, mais aussi et surtout celles à venir. Cela passe par une augmentation significative du plafond d'aides de minimis tel que formulé.

- **Mise en place d'un registre central des aides de minimis (article 6 – Contrôle)**

La CPME salue la démarche de la Commission européenne de vouloir instaurer une transparence accrue. Elle est favorable à l'approche macro-économique qui est retenue dans ce projet de règlement. Il appartient bien aux Etats membres d'effectuer ce travail de publication, et en aucun cas aux entreprises.

La CPME souhaite toutefois insister sur deux points. D'une part, il faut être attentif à ce que les informations publiées par les Etats membres, tels que mentionnées au paragraphe 4, ne soient pas considérées comme des informations sensibles par les entreprises. La CPME préconise de préciser que ces informations sont uniquement accessibles aux institutions et organismes publics. D'autre part, il est impératif que la Commission européenne veille à la bonne application de ce mode de contrôle par tous les Etats membres de l'UE. Elle devra s'assurer que chaque entité nationale respecte et gère, conformément aux règles imposées, la bonne tenue du registre national de publication des aides.

La situation particulière des régions ultrapériphériques

Le projet de règlement ne fait pas mention de la situation des zones ultrapériphériques. Or, la compétitivité des entreprises de ces territoires reste largement dépendante de la politique européenne relative aux aides d'Etat.

La Commission européenne a reconnu la spécificité de ces territoires et la nécessité de leur accorder un soutien individualisé. Une politique de concurrence juste et adaptée doit y contribuer, s'agissant notamment des dérogations en matière d'aides d'Etat.

Leur économie a subi des dommages sans précédent, exacerbés encore aujourd'hui par la persistance de la guerre en Ukraine. La hausse générale des prix, en particulier celle affectant l'énergie et les matières premières, ralentit fortement leur reprise. Cette situation rend le soutien de l'Union européenne encore plus indispensable.

La Confédération considère dès lors que la situation des RUP doit irriguer toutes les politiques européennes, y compris la politique européenne de concurrence. Dans ce cadre, des dispositions plus favorables doivent être prises à leur encontre, y compris en matière d'aides d'Etat. **La CPME propose que le plafond des aides de minimis soit porté à 500 000€.**